

L'hon. Léo Cadieux (ministre associé de la Défense nationale):

1.	a)	b)	c)
	12 der- nières années	8 der- nières années	4 der- nières années
Ateliers			
Tôle et chaudières	26	19	10
Charpenterie de navires	16	10	5
Tôlerie	2	1	1
Usinage armes	56	38	20
Usinage mécanique	34	18	5
Plomberie	3	3	2
Ajustage mécanique	10	10	4
Modelage	1	1	0
Moteur à combustion interne	7	7	3
Électricité	89	62	35
	224	169	85

2. 90.

3. a) 121, b) 82, c) 40, d) 17, e) 5.

LE CHANTIER NAVAL D'HALIFAX—LES JOURNALIERS

Question n° 989—M. Forrestall:

Quel est l'âge moyen des journaliers actuellement employés à la cale sèche du gouvernement à Halifax?

L'hon. Léo Cadieux (ministre associé de la Défense nationale): 46 ans.

LES RETENUES DES FONCTIONNAIRES MUNICIPALS DESTINÉES AU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Question n° 1010—M. Hopkins:

1. Les conseillers, préfets, sous-préfets et maires des petites municipalités versent-ils des contributions au Régime de pensions du Canada à même leurs traitements?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il tenu compte du fait que cela puisse obliger à tenir une comptabilité supplémentaire vu le niveau relativement peu élevé des traitements?

3. Dans ce cas, a-t-on examiné la possibilité d'exempter ces petits traitements de l'application du Régime de pensions du Canada?

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national): 1. Oui.

2. Oui.

3. Pas précisément, mais aucune cotisation n'est exigée si le montant de la rémunération ne dépasse pas l'exemption minimum de base de \$600 répartie au prorata de la période de paie.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

L'EXPO '67—LES DÉPENSES FÉDÉRALES À JOUR

Question n° 5—M. Coates:

Quel est le montant total des dépenses que le gouvernement fédéral a faites jusqu'à présent, ou qu'il a engagées ou compte faire directement ou indirectement relativement à l'Exposition universelle de 1967?

(Le document est déposé.)

[M. Forrestall.]

TITRE D'ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉS DÉTENU PAR DES MINISTRES

Question n° 51—M. Knowles:

1. Y a-t-il des ministres du cabinet qui sont administrateurs de sociétés, de compagnies, etc? Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou compagnies sont-ils administrateurs et à quelle date ces ministres sont-ils entrés en fonction?

2. Des membres du cabinet ont-ils résigné leurs fonctions d'administrateurs depuis qu'ils ont été assermentés comme membres du Conseil privé? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministres, quelles sont les dates en cause et quelles sont les sociétés ou compagnies visées?

(Le document est déposé.)

LES PROJETS DU CENTENAIRE EN ONTARIO

Question n° 605—M. Martin (Timmins):

1. Dans quelles localités de l'Ontario a-t-on approuvé des projets du Centenaire, et, dans chaque localité quelle est la nature du projet?

2. Dans chaque cas, quel est le coût global du projet et quelles quotes-parts la province de l'Ontario, la Commission du centenaire et les commanditaires locaux verseront-ils?

(Le document est déposé.)

LE CHARBON

LE PROGRAMME D'AIDE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social en sa qualité de ministre de la Nouvelle-Écosse. A-t-on fixé une autre date pour une prochaine réunion des parties intéressées à l'industrie houillère de la Nouvelle-Écosse?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai déjà décidé, et j'aimerais le répéter, qu'il faut interpeller les ministres en leur qualité de ministres de la Couronne et non comme ministres de telle ou telle province ou région. Je tiens à réitérer cette décision, fondée sur un précédent.

M. MacInnis: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le précédent a déjà été établi à maintes reprises, la dernière fois lors de l'étude des crédits du ministère des Mines, quand le ministre...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne saurais accepter de débat sur ce point. J'ai rendu une décision à cet égard et puis assuré à l'honorable député qu'il serait sans aucun doute impossible d'ordonner les travaux de la Chambre pendant la période des questions s'il était permis de poser des questions à un ministre parce qu'il représente l'Île du Prince-Édouard, l'Ontario-Nord ou l'Ontario-Est. Cela mènerait à une situation